

UGECAM-LUTTERBACH TRAVAUX DE MISE EN SECURITE INCENDIE ET TRAVAUX ANNEXES AU CENTRE MEDICAL LALANCE

CHARTRE CHANTIER FAIBLE NUISANCE

PHASE PRO

20 octobre 2025



Sommaire

1 - PRESENTATION DE L'OPERATION	4
1.1 - La description sommaire de l'opération	4
1.2 - La vue aérienne du site	4
1.3 - L'application d'un chantier à faibles impacts environnementaux et sanitaires.....	4
1.4 - Spécifiés du site	5
2 - GESTION ET ORGANISATION DU CHANTIER.....	6
2.1 - Les intervenants du chantier	6
2.2 - Plan des prescriptions environnementales	6
2.3 - Schéma d'organisation et de gestion environnementale des déchets	6
2.4 - Organisation des installations du chantier	7
2.4.1 - Le plan d'installation de chantier.....	7
2.4.2 - La base de vie.....	8
2.5 - Cahier de chantier a faibles nuisances.....	8
3 - OPTIMISATION DE LA GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	9
3.1 - Identifier et quantifier les déchets de chantier par typologie	9
3.2 - S'assurer de la destination de tous les déchets	9
3.3 - Valoriser au mieux les déchets de chantier en adéquation avec les filières locales existantes	9
3.3.1 - Collecte.....	9
3.3.2 - Signalétique	11
3.3.3 - Enlèvement	12
3.3.4 - Rappel sur les matériaux	12
3.4 - Réduction des déchets à la source	13
4 - LIMITATION DES NUISANCES, POLLUTIONS ET CONSOMMATIONS DE RESSOURCES SUR LE CHANTIER	14
4.1 - LIMITER LES NUISANCES ACOUSTIQUES ET VISUELLES	14
4.1.1 - Nuisances visuelles.....	14
4.1.2 - Nuisances acoustiques	14
4.2 - Eviter la pollution des eaux, du sol et de l'air.....	16
4.3 - Limitation des consommations de ressources sur le chantier	17
4.3.1 - Le suivi des consommations d'eau et d'électricité	17
5 - COMPETENCES, RESPONSABILITES ET PENALITES	19
5.1 - COMPETENCES EN MATIERE DE QUALITE ENVIRONNEMENTALE	19
5.2 - RESPONSABILITES DES INTERVENANTS	19
5.2.1 - Rôle de la maîtrise d'œuvre d'exécution vis-à-vis de la charte de chantier vert.....	19
5.2.2 - Rôle du responsable environnement du chantier.....	19
5.2.3 - Rôle des référents environnement entreprise	20

5.2.4 - Actions et éléments à fournir tout au long de la démarche	21
6 - SIGNATURE DE LA CHARTE.....	22
6.1 - Pénalités et visas.....	22
6.2 - Signature	22
7 - GLOSSAIRE	23

1 - PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1 - La description sommaire de l'opération

Le présent C.C.T.P. a pour objet l'exécution des travaux relatifs à la mise en sécurité incendie et à la réalisation de travaux annexes sur le site UGECAM LALANCE à Lutterbach.

1.2 - La vue aérienne du site



1.3 - L'application d'un chantier à faibles impacts environnementaux et sanitaires

Le "temps" de construire est le moment qui génère les nuisances les plus importantes à la fois pour l'environnement immédiat du site (riverains, ouvriers, cadre naturel) et de son territoire (pollution due au routage, perversion des sites d'extraction, etc.).

Les principaux objectifs définis par le Maître d'Ouvrage sont les suivants :

- Limiter les nuisances dues au chantier : nuisances liées aux produits de chantier, aux produits de bâtiment, aux processus du chantier et au chantier lui-même ;
- Organiser la gestion et limiter les déchets de chantier ;
- Réduire les bruits de chantier pour les riverains, les utilisateurs et pour les ouvriers ;
- Maîtriser les risques de pollution de la parcelle et du voisinage : émissions polluantes, déchets liquides, etc.
- Maîtriser les risques infectieux et sanitaires.

1.4 - Spécifiés du site

Les travaux s'effectuant dans un milieu hospitalité en activité, l'ensemble des intervenants du projets devront faire preuve d'une extrême vigilance quant au maintien des condition d'hygiène actuellement en place (mise en place de zones de confinements, aspiration systématique des poussières, ...)

Le présent DCE comprend les procédures d'intervention en milieu occupé établies par la maitrise d'ouvrage. Toutes les entreprises devront s'y conformer sans préavis.

Tout manquement à ces obligations entrainera un arrêt immédiat des travaux. Ceux-ci ne pourront reprendre que lorsque les procédures seront appliquées et après validation de la MOA. L'ensemble des frais lié aux manquements des entreprise leurs seront systématiquement répercutés."

2 - GESTION ET ORGANISATION DU CHANTIER

2.1 - Les intervenants du chantier

La gestion et l'organisation du chantier à faibles nuisances sera menée par le Responsable Environnement de Chantier de chaque entreprise.

Elle sera contrôlée régulièrement par la MOE d'exécution.

2.2 - Plan des prescriptions environnementales

La démarche chantier à faibles nuisances s'inscrit dans les démarches globales "qualité " des entreprises intervenant sur le chantier.

Chaque entreprise remettra au Responsable Environnement de Chantier un plan de ses prescriptions environnementales lors de la préparation du chantier et, en tous cas, avant tous travaux.

Ces documents contiennent le Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets (SOGED) et la description de la gestion des autres nuisances. Sa structure, laissée au choix de l'entreprise, devra décrire les procédures, les moyens de contrôle et les actions que l'entreprise mettra en œuvre pour limiter les impacts et réduire les risques de l'activité du chantier sur l'environnement, conformément aux dispositions du présent document.

Toutefois, il contiendra à minima les chapitres suivants :

- Liste des déchets que l'entreprise va produire par nature de déchets ;
- Classement suivant les tris qu'elle envisage et indication de périodes de fortes productions de ces déchets ;
- Besoins de zones de tri et de stockage à proximité des postes de travail en indiquant les moyens nécessaires envisagés et les périodes concernées ;
- Organisation du tri et du transport des déchets produits par l'entreprise jusqu'à la plateforme de tri et de stockage des déchets du chantier ;
- Actions pour limiter les déchets ;
- Actions pour limiter les nuisances dues au chantier, notamment le bruit, les poussières et les boues ;
- Indications, consignes de tri, informations, formations proposées à ses ouvriers, concernant la gestion des déchets et des nuisances dues au chantier ;
- Moyens de contrôle.

L'entreprise veillera notamment à ce que son plan contienne la description pour les compagnons de la tâche nécessaire de collecte sélective des déchets. Une attention particulière sera portée à la description des moyens mis en œuvre pour assurer le tri et le suivi des DIS (Déchets Industriels Spéciaux).

2.3 - Schéma d'organisation et de gestion environnementale des déchets

Le titulaire du lot 01 sera chargé de la mise à disposition des bennes et conteneurs destinés à recueillir les déchets triés, ainsi que tous les transports et manutentions diverses.

Le Responsable Environnement de Chantier fournira avant le début du chantier aux différentes entreprises, ainsi qu'à leurs éventuels sous-traitants, les informations indispensables et nécessaires (sous forme de réunion d'information, plaquettes et affiches explicatives...) pour que le tri des déchets s'effectue correctement et suivant la réglementation en vigueur.

Une première version du SOGED sera préparée par l'entreprise en amont et décrira la logistique prévisionnelle de tri, collecte, manutention et enlèvement des déchets.

Ces informations seront mises à jour tout au long du chantier, et tiendront compte dans leur mise à jour des PPE fournis par chaque entreprise lors de leur désignation. Ces éléments seront consignés dans le SOGED du chantier.

Établi en phase préparation du chantier, le SOGED doit indiquer, notamment :

- La sélection des prestataires en charge de l'élimination des déchets ;
- La définition précise des déchets admissibles par filière d'élimination ;
- La définition du nombre, de la nature, de la localisation des conteneurs pour la collecte des déchets, leur condition de manutention (grue, monte-charge, camion) en tenant compte de l'évolution du chantier et des flux de déchets générés dans le temps et l'espace ;
- Les dispositions adoptées pour la collecte intermédiaire, tels que conteneurs à roulettes, petites bennes, goulottes ... ;
- L'information des compagnons sur le chantier par affiches.

Ce schéma d'organisation sera soumis au visa du MOE d'exécution.

Le Responsable Environnement de Chantier du titulaire du 01 devra contacter tous les intervenants concernés pour accord sur le SOGED et coordination.

En complément des prestations décrites ci-après, le titulaire du lot 01 aura à prévoir :

- L'organisation de réunions de sensibilisation et de formation de l'encadrement de chantier des entreprises ;
- La réalisation et l'entretien de(s) plates-formes de regroupement(s) des déchets, permettant de recevoir les différentes bennes et conteneurs ;
- La mise à disposition de bennes répertoriées par classe de déchets, permettant le tri sélectif sur le site du chantier ;
- La mise en place d'une logistique de tri, par une signalisation appropriée ;
- La mise en place d'une procédure de suivi du remplissage des bennes, afin d'optimiser les rotations ;
- La recherche de filières adaptées pour une valorisation optimale des déchets (analyse des coûts comparés des solutions de valorisation ou d'élimination) ;
- Le dossier des "prestations exécutées" décrit ci-après ;
- La gestion des incidences du chantier à faibles nuisances sur le compte prorata

2.4 - Organisation des installations du chantier

2.4.1 - Le plan d'installation de chantier

Le plan d'installation devra être établi et affiché à l'entrée du chantier. Il devra prévoir l'utilisation optimale de la parcelle et délimiter les zones suivantes :

- Stationnement du personnel et des riverains,
- Cantonnements,
- Tri des déchets,
- Stockage étanche pour les produits dangereux,
- Zone de récupération des eaux usées du chantier (débourbeur).

Afin d'assurer une organisation optimale des travaux, l'installation du chantier, des clôtures, bâches et panneaux de signalisation nécessaires devra être soignée.

- Des accès sûrs et appropriés autour du chantier doivent être mis en place. Cela doit être vérifié notamment par la mise en place d'un espace intérieur attribué pour le stationnement des véhicules. Dans le cas où cette mesure est impossible, rechercher des places de parking à proximité du chantier pour les véhicules du personnel sans provoquer de gênes pour la circulation. Toutefois, il est fortement recommandé au personnel de chantier d'utiliser les moyens de transport en commun disponibles.
- Des flèches ou panneaux doivent permettre d'orienter les gens vers le poste de d'accueil clairement signalé et de les informer des risques encourus sur le chantier. Les entrées et sorties du chantier sont bien indiquées et elles sont claires pour que les conducteurs de camion/livraison et d'autres visiteurs puissent les voir. Les cheminements piétons sont suffisamment larges pour permettre le passage en fauteuil roulant. Les accès au chantier sont repérables pour les personnes malvoyantes ou auditivement déficient (avertisseurs sonores et lumineux)
- Tous les accès sont propres, sans boues, sûrs et libres d'accès.

- Prévoir des espaces adéquats sur le chantier dédié au stockage du matériel et des équipements pour éviter les dommages, vols et les protéger des intempéries. Localiser ces espaces sur les plans d'installation de chantier au fur et à mesure de l'avancement du chantier.
- Lors de l'entreposage des gaines de matériaux, ces derniers devront être filmés, et à l'abri des intempéries pour éviter toutes introductions de particules qui pourraient être relargués lors de l'utilisation des systèmes de ventilations.

Ces actions préliminaires sont essentielles pour garantir une gestion efficace des enjeux environnementaux par les entreprises intervenantes sur le chantier.

Le plan d'installation devra être validé par la MOE d'exécution avant toute mise en œuvre.

2.4.2 - La base de vie

La gestion de la base vie se fera dans des conditions préservant l'environnement. Des dispositions propres aux conditions d'intervention du personnel seront prises leur assurant également un niveau de confort suffisant.

Des WC, douches et vestiaires équipées de casiers seront disponibles dès le début du chantier, de façon distinguée entre les hommes, les femmes et les handicapés. Cette zone ne devra pas être visible du public.

Les WC et les douches seront installés si possible en rez-de-chaussée en cas d'utilisation de bungalow. Les planchers des locaux seront étanches afin d'éviter des écoulements intempestifs au sol. Les canalisations des eaux usées et des eaux vannes seront raccordées au système d'assainissement et devront respecter la réglementation sanitaire départementale en la matière.

Une zone fumeur est dédiée sur le chantier et ne devra pas être visible du public.

2.5 - Cahier de chantier à faibles nuisances

Il est tenu, sur le chantier, un Cahier de Chantier à Faibles Nuisances sur lequel sont enregistrés les procès-verbaux des rendez-vous de chantier, mention explicite étant faite des entrepreneurs présents, et sur lequel le titulaire du lot 01 inscrit des instructions ou observations ne faisant pas, de sa part, l'objet de notifications écrites par voie différente.

Les entreprises sont tenues de prendre connaissance très régulièrement, et au moins à l'occasion de chaque rendez-vous de chantier (la réunion chantier à faibles nuisances a lieu mensuellement, à minima), des indications portées sur ledit cahier et d'y apposer leur signature.

Les inscriptions portées par la Maîtrise d'Œuvre sur le Cahier de Chantier à Faibles Nuisances valent ordre pour chaque entreprise intéressée, toute suite devant être donnée à la diligence du chef de chantier. Le Responsable Environnement de Chantier a obligation de synthétiser dans ce cahier l'historique hebdomadaire environnemental du chantier et les moyens mis en œuvre afin de respecter les enjeux et données établis avec MOE d'exécution en phase de préparation. La fourniture, la tenue, la mise à disposition et la bonne conservation du Cahier de Chantier à Faibles Nuisances incombe au Responsable Environnement de Chantier.

Le Cahier de Chantier à Faibles Nuisances sera tenu à jour tout au long du chantier. Il comportera l'ensemble des informations justifiant les engagements de l'entreprise concernant la Charte de Chantier à Faibles Nuisances.

3 - OPTIMISATION DE LA GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

3.1 - Identifier et quantifier les déchets de chantier par typologie

L'entreprise devra :

- Contractualiser avec les fournisseurs des dispositifs pour limiter la quantité de déchets d'emballages sur le chantier (achat de produits en vrac, emballages consignés, ...)
- Choisir des produits, procédés et systèmes générant moins de déchets lors de la mise en œuvre.
- Rechercher les filières locales de traitement, de valorisation et de réemploi de déchets les plus adaptées. Optimiser le nombre de rotations.
- Optimiser la répartition des bennes dans le cadre de la collecte sélective. Au minimum, collecter séparément :
 - ⇒ Les Déchets Inertes (DI) : Béton, briques, gravats, etc.
 - ⇒ Les Déchets Non Dangereux (DND) : Métaux, verres, plastiques, etc.
 - ⇒ Les Déchets Bois
 - ⇒ Les Déchets Métaux
 - ⇒ Les Déchets Plâtre
 - ⇒ Les Déchets d'emballage non souillés et non valorisables
 - ⇒ Les Déchets Dangereux (DD) : produits chimiques, huiles, etc.
- Des poubelles en tri sélectif seront également mises à la disposition du personnel et judicieusement réparties (notamment dans la base-vie).

3.2 - S'assurer de la destination de tous les déchets

Il est demandé que soit organisé un suivi du traitement ou de la valorisation des déchets de chantier. Le Responsable Environnement de Chantier devra :

- Collecter 100 % des Bordereaux de Suivi des Déchets pour tous les déchets réglementés (Déchets Dangereux DD, emballages, etc.) quelle que soit leur quantité.
- Collecter 100 % des Bordereaux de Suivi des Déchets pour les autres catégories de déchets (Déchets Industriels Banals DIB et Déchets Inertes DI, bois, métaux, plâtres). Sur ces bordereaux devront figurer notamment :
 - La date.
 - Les lieux et type de stockage (ISDND, ISDI) ou les lieux et type de valorisation.
 - Les quantités et nature des matériaux stockés ou valorisés.
- Enregistrer (double signature) chaque benne quittant le chantier : type de déchets, quantité contenue dans la benne, direction prise par la benne.
- Enregistrer les informations concernant d'éventuels refus de bennes et prendre les mesures nécessaires pour que cela ne se reproduise pas.
- En cas de valorisation matière de déchets sur place (utilisation en ragréage, remblais de déchets inertes concassés), une traçabilité (nature, estimation de la masse, utilisation) devra être assurée.

NOTA :

Les factures pourront être demandées en cas d'absence de bordereaux de déchets.

3.3 - Valoriser au mieux les déchets de chantier en adéquation avec les filières locales existantes

3.3.1 - Collecte

- Déchets inertes (DI)

Bennes pour les déchets tels que :

- Base ciment, mortier et béton
- Pierres, parpaings, terre cuite, céramiques, carrelages, ...
- Verre ordinaire
- Matériaux bitumineux sans goudron
- Déchets en mélange ne contenant que des inertes

Ces déchets inertes seront dirigés vers des installations de recyclage ou vers des centres de stockage de classe ISDI.

■ Déchets Non-Dangereux (DND)

Bennes pour les matériaux tels que :

- Bois non traités avec des sels ou oxydes de métaux lourds ou créosote
- Matières plastiques, PVC, caoutchouc, polystyrène, textiles et moquettes
- Laine de verre, laine de roche (si pas de possibilité en ISDI)
- Déchets en mélange ne contenant pas de déchets dangereux
- Emballages non souillés et non valorisables

Ces déchets seront triés par nature et dirigés vers des centres de recyclage, d'incinération. Les déchets non valorisables seront dirigés vers des centres de stockage ISDND.

■ Métaux

- Bennes pour les matériaux tels que :
- Alliages divers, fonte, acier
- Fer à béton, treillis soudé, armatures
- Aluminium, zinc, inox et cuivre

Ces déchets seront dirigés vers des installations de recyclage et valorisés.

■ Bois et palettes

Une zone de stockage pour le bois et les palettes sera aménagée par le titulaire du lot 01. Les palettes seront récupérées puis réutilisées pour les modèles standards. Les autres rejoindront la filière bois habituelle. Les déchets de bois sera repris par société de récupération spécialisée. Le bois sera évacué et valorisé.

■ Cartouches

Les cartouches en plastique pour joints siliconés, d'étanchéité et autres, seront déposées dans des fûts de 200 L (métalliques ou plastiques) disposés sur la plateforme de regroupement des bennes. Ces déchets ainsi stockés ne devront pas comporter de produits toxiques. Les cartouches portant un logo indiquant leur toxicité font partie des Déchets dangereux. Elles doivent être traitées comme telles.

■ Plâtre

Bennes plâtre pour :

- Cloisons à base de plâtre
- Carreaux de plâtre
- Tous les matériaux à base de plâtre et/ou de gypse

En l'absence de filière de valorisation, ces déchets seront dirigés vers un centre ISDND.

■ Papier – Cartons

Une benne sera installée, en remplacement éventuel de la benne « inertes » en phase de réalisation du second œuvre pour le stockage des cartons et papiers cartons non souillés.

Ces déchets seront récupérés puis valorisés auprès d'une société de récupération.

■ Déchets dangereux

Des caisses-palettes de 1,4 m3 pourront être installés pour recevoir les déchets dangereux (DD). Ces déchets confiés à des éliminateurs agréés pour l'incinération des produits dangereux seront obligatoirement accompagnés d'un Bordereau de Suivi des Déchets Industriels (BSDI) obligatoire.

NOTA : Pour certains déchets particuliers, par exemple DIS ou déchets à base de plâtre, on pourra laisser à l'entreprise la possibilité de gérer ses déchets individuellement, sous réserve de justifier d'une filière d'élimination réglementaire. Une telle disposition devra figurer au SOGED

■ Déchets organiques

Les déchets d'origine alimentaire dus à la présence des compagnons sur le chantier pourront faire l'objet d'une collecte sélective.

■ Verre alimentaire

Container type collecte municipale du verre, après accord de la Ville. Déchets Ménagers : déchets alimentaires uniquement.

Il peut être fait appel à la collecte municipale après accord de la municipalité.

Ces déchets sont collectés sur tout le chantier et principalement dans la base vie.

Tout déchet non répertorié plus haut devra être trié et porté dans la benne adaptée au type de déchet dont il fait partie (voir en Annexes les définitions rappelées dans le « Rappel de quelques notions utiles concernant les déchets » et les affiches proposées)

3.3.2 - Signalétique

Le Responsable Environnement de Chantier devra mettre en place la signalisation sur la plate-forme de regroupement des déchets et des affiches d'information à plusieurs endroits du chantier. Chaque benne, chaque contenant sera identifié par un pictogramme représentant les matériaux à déposer :



Ces pictogrammes sont à porter sur les différentes bennes de collecte mises en place, afin de faciliter le repérage et le tri. Les pictogrammes présentant une meilleure qualité à des dimensions supérieures peuvent être obtenus auprès de la FFB (Fédération Française du Bâtiment).

Des pictogrammes équivalents propres à l'entreprise pourront être mis en place.

3.3.3 - Enlèvement

Le rayon de localisation des types de centre d'élimination des déchets devra se situer au plus près de la zone de chantier. Seront répertoriés, les centres de traitement ou de stockage suivant :

- Centres de recyclage des inertes
- Installation de Stockage de Déchets Dangereux (ISDD)
- Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND)
- Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI)
- Déchetterie professionnelle
- Déchetterie publique ouverte aux produits BTP
- Plateforme de regroupement bois
- Plateforme de regroupement déchets dangereux
- Plateforme de regroupement et de tri du BTP
- Plateforme de regroupement des métaux
- Plateforme de regroupement papier
- Autres centres de tri

Ces informations sont disponibles sur le site Internet de la FFB (Fédération Française du bâtiment), dont une partie est spécialement consacrée aux déchets de chantier.

L'entreprise fournira la liste des exutoires de traitement et de valorisation du prestataire.

Toutes les dispositions devront être prises pour favoriser la collecte et le tri différencié de chaque typologie de déchet de manière à pouvoir respecter leur enlèvement en conformité avec la réglementation.

Si le tri est réalisé sur le chantier, une réflexion devra être menée sur le positionnement et la place occupée par les bennes tout au long du chantier. Les intervenants du chantier devront également veiller à la mise en œuvre d'une signalétique claire à proximité des zones de collecte et de tri.

3.3.4 - Rappel sur les matériaux

■ Produits dangereux

En fonction de leurs propriétés telles qu'elles sont indiquées par la fiche de données de sécurité (FDES), les produits devront être classés et étiquetés conformément :

- Soit au système de classement de la CEE (Directive 67/548, 6ème amendement) ;
- Soit au système en vigueur en France (arrêtés du 10 octobre 1983 et modificatifs et arrêté du 21 février 1990 modifié).
- Sauf cas exceptionnel et dûment justifié à soumettre à l'approbation du Maître d'Ouvrage, l'utilisation de produits étiquetés avec l'un des classements suivants sera interdite :
 - R20 à R29, R31 à R33, R40, R45 à R49 des phases R de la CEE.
 - Xn (nocif), T (toxique), et T+ (très toxique) dans la réglementation française

Les produits moins nocifs (Xi, irritants) seront tolérés sous réserve que toutes les précautions soient prises lors de leur mise en œuvre et qu'ils ne soient pas à l'origine d'émissions ultérieures susceptibles de gêner les utilisateurs.

La fiche de données de sécurité de chaque produit dangereux entrant sur le chantier sera fournie et archivée pour être conservée en permanence sur le chantier : les fabricants sont tenus de la fournir à l'entreprise.

En cas de risque de rejet de substances dangereuses, les entreprises devront prévoir des zones de stockage adaptées aux diverses pollutions, et faisant l'objet d'une signalétique spécifique, et prendre les dispositions permettant une isolation du sol et une récupération des éventuels rejets.

Tous les produits contenant des COV (Composés Organiques Volatiles) doivent afficher leurs teneurs (décret n° 2006-623). Ils seront stockés dans un endroit protégé, interdisant toute contamination de l'environnement (sol étanche, ventilation du local, récipients fermés). L'accès du local sera restreint aux seules personnes concernées. Un ensemble de récipients sera mis à disposition pour recueillir les produits conservés. Ils seront traités comme déchets dangereux.

■ Bois de chantier

100% du bois utilisé sur chantier (coffrage, palissades, ...) doit provenir de source légale (non mentionné sur la liste des espèces protégées par le CITES).

Il sera favorisé au maximum l'utilisation de bois certifié PEFC ou FSC pour les éléments de chantier (coffrage, palissades, ...).

L'ensemble des documents justificatifs devront être conservés et fournis en cas de demande de la Maîtrise d'ouvrage.

3.4 - Réduction des déchets à la source

Afin de limiter la quantité déchets à gérer, l'entreprise devra s'engager dans une démarche de réduction des déchets à la source, et devra justifier l'emploi de méthodes générant peu de déchets sur chantier.

L'on fournit ci-dessous des pistes de dispositions techniques et organisationnelles pour réduire à la source la production de déchets de chantier :

Emballages	L'optimisation des emballages avec l'achat de produits en vrac ou la reprise de certains emballages par les fabricants. Les palettes et tourets utilisés sont consignés de manière à être réutilisés.
Béton/Ferraille	Maitrise de la synthèse et des plans de réservation, afin de limiter les casses et chutes de gravats de béton dues au repiquage, mais aussi à l'utilisation de matériaux superflus. Faire juste du premier coup ! L'utilisation des éléments préfabriqués (poteaux, poutres, prémurs) permet réduire la quantité des rebus.
Plâtre	Mise en place d'un accord avec le fournisseur de plâtre afin d'éviter la casse des plaques lors de leur manutention. Réutilisation des chutes de plâtre.
Bois	L'utilisation des éléments préfabriqués en usine ainsi que le calepinage du bois de coffrage des planchers permettront de réduire la quantité de bois de coffrage nécessaire sur le chantier.
Sols souples / Faux Plafonds	Une démarche systématique de calepinage est mise en place par les entreprises, sur la base des plans architecte, afin de réduire la production de chutes sur le chantier. Chaque entreprise sensibilisera ses compagnons à la manipulation des produits et des matériaux de sorte à éviter au maximum les détériorations.

4 - LIMITATION DES NUISANCES, POLLUTIONS ET CONSOMMATIONS DE RESSOURCES SUR LE CHANTIER

4.1 - LIMITER LES NUISANCES ACOUSTIQUES ET VISUELLES

4.1.1 - Nuisances visuelles

Les entreprises s'engagent, au quotidien, à maintenir la propreté du chantier et doit s'assurer du respect des instructions du Règlement Sanitaire Départemental.

Pour que le chantier soit le mieux accepté du public, les responsables des travaux veilleront à la propreté et l'aspect général du chantier et de ses abords. Ils doivent notamment prévoir :

- Nettoyage régulier du chantier et des voies d'accès ;
- Le nettoyage régulier des traces d'hydrocarbures au sol ;
- Le nettoyage régulier des accès au chantier
- Le nettoyage en fin de journée des zones de travail (notamment collecte des déchets) ;
- Le maintien en bon état de la clôture du chantier, ce qui comprend notamment, le nettoyage des éventuels graffitis ;
- L'organisation et le balisage des zones de stockage ;
- Les matériaux stockés seront empilés et couverts ;
- L'organisation du stationnement de tous les véhicules (VL, VI, PL, engins) ;
- La couverture des bennes à déchets chaque fois que nécessaire pour éviter l'envol des déchets (papier cartons).

Clôture entourant le chantier ouvert sur la voie publique assurant une protection et une interdiction d'accès à toute personne étrangère au public ;

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire modifier tout ou partie des éléments conduisant à une dégradation évidente de l'aspect esthétique des environs du chantier.

Les entreprises veilleront à limiter les effets du chantier sur le bien-être des riverains et des utilisateurs. En particulier :

- Assurer une image satisfaisante vue de l'extérieur du chantier.
- Les éclairages seront unidirectionnels et ne devront pas être dirigés vers les riverains.

Le Responsable Chantier à Faibles Nuisances du lot 01 collecte les remarques émanant de personnes extérieures au chantier et veillera à ce que les réclamations sur ces deux points soient limitées.

4.1.2 - Nuisances acoustiques

Tout au long du chantier, les entreprises auront à charge d'identifier et caractériser les origines de bruits ayant un impact sur le personnel et les riverains et d'en déduire une stratégie de limitation des nuisances acoustiques, de manière à respecter les réglementations locales en vigueur.

Horaires et seuils limites

Le chantier sera organisé pour respecter les dispositions de la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 ainsi que les exigences réglementaires locales relatives à la lutte contre le bruit.

A cet effet, un relevé acoustique initial permettra de fixer les niveaux de bruits et émergences autorisés.

A défaut de restriction plus contraignante, les niveaux de bruit suivants seront respectés les jours ouvrables :

Entre 7 h et 19h30 : 75 dB(A) en limite de chantier, avec des pics maximaux

- à 85 dB(A)

Entre 19 h 30 et 22 heures : Émergence inférieure à 5 dB(A)

Aucun travail ne pourra être effectué le week-end et entre 22h et 7h les jours de la semaine sans autorisations spéciales et avertissements de la population.

Préconisations

Le branchement électrique sera opérationnel dès le début des travaux pour supprimer le recours à un groupe électrogène.

L'entreprise du lot 01 devra :

- Planifier les tâches bruyantes et devra sensibiliser le personnel sur les dispositions à suivre pour réduire les nuisances sonores
- Quand cela est possible, mettre en place un plan d'utilisation des engins bruyants (vibreurs, marteaux piqueurs) qui stipulera les emplacements des engins bruyants afin d'éviter les réverbérations et les transmissions de vibrations. Le doublement des engins et matériels sera envisagé pour réduire les durées d'utilisation de ces engins tout en augmentant peu le niveau sonore.
- Éviter les chutes de matériels quels qu'ils soient
- Préférer les engins hydrauliques aux engins électriques, eux-mêmes préférés à ceux qui sont pneumatiques, à service rendu équivalent. Lorsqu'ils sont utilisés, les matériels électriques ou électropneumatiques (notamment les compresseurs d'air comprimé, les B.R.H., les vibreurs) ou autres, seront soigneusement insonorisés afin de n'apporter aucune gêne anormale aux bâtiments de bureaux et d'habitations voisins du chantier, conformément à la réglementation en vigueur.
- Organiser le chantier pour éviter la marche arrière des camions
- Utiliser des engins insonorisés

Matériels de chantier et réglementation

Les engins listés à l'article 5 de l'arrêté du 18 mars 2002 et respectant les niveaux de la phase 2 des niveaux admissibles seront utilisés sur le chantier avec en priorité ceux qui affichent un niveau sonore inférieur, au moins 5 dBA, au seuil imposé par le dit arrêté. Dans le cas d'utilisation des engins listés à l'article 6 du même arrêté, l'entreprise devra fournir les informations sur le niveau sonore de ces engins. Seront sélectionnés, quand cela sera possible, les engins dont le niveau sonore est inférieur à 100 dB (puissance acoustique). Les phases particulières générant un niveau sonore élevé sur une durée importante, telles que la démolition, fera l'objet d'une communication spécifique visant les riverains et les utilisateurs du site.

Les matériels de chantier et engins de terrassement utilisés devront être conformes à la réglementation en vigueur (arrêtés du 12 mai 1997 ou arrêtés du 02 janvier 1986 et du 18 septembre 1987 pour les matériels mis sur le marché avant l'entrée en vigueur de ces textes, obligeant notamment à l'étiquetage des performances acoustiques des matériels de chantier homologués).

Des arrêtés interministériels ont fixé pour chaque catégorie de matériels, les niveaux sonores admissibles et les procédures d'homologation des dispositifs d'insonorisation. Six arrêtés ont été pris pour divers matériels :

- Arrêté du 1er avril 1972 relatif aux bruits aériens des moteurs à explosion ou à combustion interne de certains engins de chantiers et bruits aériens des groupes moto compresseurs ;
- Arrêté du 4 novembre 1975 relatif aux brise-béton et marteaux piqueurs
- Arrêté du 26 novembre 1975 relatif aux groupes électrogènes de soudage
- Arrêté du 10 décembre 1975 relatif aux groupes électrogènes de puissance, remplacé à compter du 26 mars 1986 par des arrêtés du 2 janvier 1986 ;

Ces arrêtés subsistent tant que de nombreux arrêtés pris en application du décret 95/79 du 25 janvier 1995 ne sont pas publiés.

Tous ces textes prévoient l'homologation des appareils utilisés avec un certificat acoustique et une attestation de conformité aux normes du bruit. Les méthodes de mesure utilisées pour le niveau sonore et l'homologation des engins ont été fixées par l'arrêté du 3 juillet 1979 (modifié le 6 mai 1982) portant code général de mesure relatif au bruit aérien émis par les matériels et engins de chantier. Les vérifications du respect de ces mesures de réduction du bruit à la source sont effectuées à l'occasion des autorisations d'ouverture des chantiers en contrôlant les documents d'homologation et en mesurant les bruits émis à la distance réglementaire d'utilisation par rapport aux habitations

4.2 - Eviter la pollution des eaux, du sol et de l'air

Rejets dans le sol et l'eau

Récupération et stockage des déchets :

- Veiller à l'étiquetage réglementaire des cuves, fûts, bidons et pots.
- Identifier les zones de stockage de produits potentiellement polluants (nature, volume, emplacement).
- Dans la mesure du possible, étancher les zones de stockage (déchets, produits potentiellement polluants) et récupérer les eaux de ruissellement et autres effluents polluants. Prévoir des systèmes de rétention et de décantation pour leur traitement (huiles de décoffrage, eaux de lavage des centrales à béton, adjuvants de béton, eaux de ruissellement polluées, etc.).
- Les effluents collectés devront ensuite être dirigés vers des entreprises spécialisées ou traités sur le site avant d'être rejetés dans le réseau d'eaux usées.
- Prévoir le traitement des rejets d'eaux d'exhaure le cas échéant afin de réduire les risques de pollution.

Procédure d'intervention d'urgence :

- Le Responsable Environnement devra mettre en place une procédure d'urgence en cas de rejet accidentel susceptible d'être polluant pour l'air, l'eau, le sol ou le sous-sol :
 - Mettre en place une procédure pour gérer les déversements accidentels et tenir à disposition le matériel nécessaire
 - Prévoir, en cas de déversement accidentel, l'évacuation des sols souillés par des produits déversés accidentellement vers un lieu de traitement agréé. A défaut, ces sols seront placés dans la benne DIS.
 - Prévoir les dispositions d'alerte en cas de rejet accidentel (personne à prévenir).
- Informer systématiquement le maître d'œuvre d'exécution dans les plus brefs délais.
- En cas d'affleurement de la nappe ou fond de fouille, toutes mesures et précautions devront être prises pour limiter les durées d'affleurement et assurer la protection de la nappe (emploi de matériels et matériaux inertes sans risques de contamination pour la nappe, mise en place de pompes et évacuation à définir avec le gestionnaire des réseaux avoisinants, mise en œuvre d'un dispositif de rabattement de la nappe et/ou de confinement du site chantier, respect de la réglementation «loi sur l'eau» en vigueur, etc.).

Rejet dans l'air

Les dispositions suivantes seront précisées par les entreprises pour limiter les rejets dans l'air :

- Les entreprises veilleront à limiter l'envol des poussières. En effet, les poussières contribuent aux nuisances subies à la fois par les riverains, les utilisateurs et par les compagnons eux-mêmes. Pour cela, il convient de veiller à la propreté du chantier
- Les envois de matériaux seront évités en adaptant les techniques de construction
- Les stockages de matériaux légers (bennes à déchets notamment) seront munis de couvercles ou tout dispositif ayant les mêmes effets ;
- Les matériels électriques seront préférés aux matériels thermiques ;

- L'implantation des zones de stockages des produits inflammables et des sources de pollution tiendra compte des vents dominants et des risques pour la population riveraine ;
- Les stockages des matériaux fins et pulvérulents auront lieu à l'abri du vent ;
- Les camions transportant des matériaux poussiéreux seront bâchés ;

4.3 - Limitation des consommations de ressources sur le chantier

4.3.1 - Le suivi des consommations d'eau et d'électricité

Un suivi des consommations d'eau, d'énergie devra être réalisé, suivant le schéma :

- Mesures des consommations,
- Définition d'objectifs et d'actions,
- Enregistrement et comparaison aux objectifs,
- Actions correctives.

Ce suivi devra être consigné dans un tableau de bord. Les relevés mensuels seront mis à la disposition de l'ensemble des intervenants Entreprises et de la Maîtrise d'Œuvre.

Afin de limiter les consommations d'eau, les entreprises devront :

- Mettre en place des dispositions et moyens économes en eau (boutons poussoirs dans les baraquements, etc.). Une attitude citoyenne devra être adoptée par le personnel de chantier pour éviter les gaspillages d'eau.
- Mettre en place des équipements hydro-économes dans les cantonnements.
- Utiliser raisonnablement l'eau et fermer les robinets après usage (robinet général de chantier).
- Installer une horloge au départ de l'alimentation du chantier pour stopper l'alimentation de zones spécifiques.
- Installer des systèmes de comptage sectorisés pour la zone chantier et les baraquements de chantier (réfectoire, vestiaire, douche) et en assurer le suivi : le suivi des consommations sera relevé chaque mois par le Responsable Environnement de Chantier. Un bilan mensuel des consommations sera fourni au Maître d'œuvre d'exécution avec justification des anomalies constatées. Cette disposition vise à détecter une fuite ainsi qu'une surconsommation évitable. Elle est à la charge du Responsable Environnement de Chantier. Les graphiques d'évolution des consommations seront affichés dans les cantonnements chaque mois afin de sensibiliser l'ensemble du personnel à la limitation des consommations de ressources.

Afin de limiter les consommations d'énergie liées aux activités de chantier, les entreprises devront :

- Mettre en place des dispositions (informer les équipes de chantier sur des bonnes pratiques à adopter) et des équipements présentant de faibles consommations d'énergie (lampes fluo compactes très haut rendement plutôt qu'à incandescence, minuterie chaque fois que possible, etc.),
- De manière générale, éteindre les lumières et le chauffage des locaux non occupés le soir et en fin de semaine,
- Prévoir des détecteurs de présence dans les sanitaires commandant éclairage et ventilation, des contacts de feuillure aux fenêtres coupant les appareils de chauffage / climatisation lors de leur ouverture,
- L'éclairage sera régulé par un programmateur afin d'en couper l'alimentation chaque soir, le WE et les JF,
- Mettre hors tension les équipements électriques inutilisés,
- Installer une horloge au départ de l'alimentation du chantier, pour programmer l'extinction d'entités spécifiques et ainsi réaliser des économies substantielles. Des thermostats seront installés sur les convecteurs pour limiter les surchauffes liées à l'utilisation des systèmes de chauffage d'appoint et réaliser des économies d'énergie. La fermeture des ouvrants et des portes des baraquements devra être contrôlée.

- Installer des systèmes de comptage sectorisés pour la zone chantier et les baraquements de chantier et en assurer le suivi : ce suivi sera fait de la même façon que pour l'eau (voir ci-dessus). Les consommations en kWh devront également être affichées en kgeqCO2 à l'aide des facteurs de conversion développés par l'ADEME.

Le relevé des consommations sera assuré quotidiennement.

5 - COMPETENCES, RESPONSABILITES ET PENALITES

5.1 - COMPETENCES EN MATIERE DE QUALITE ENVIRONNEMENTALE

Les entreprises devront fournir en début de chantier l'assurance de leur compétence en termes de qualité environnementale : compétences, formations ou références. De la même façon, il revient à chaque entreprise de s'assurer des compétences et références en matière de chantier à faible impact environnemental de ses éventuels sous-traitants. Ces derniers devront être informés de la démarche et de cette charte afin qu'ils la respectent également.

5.2 - RESPONSABILITES DES INTERVENANTS

5.2.1 - Rôle de la maîtrise d'œuvre d'exécution vis-à-vis de la charte de chantier vert

Les missions de la maîtrise d'œuvre d'exécution sont les suivantes :

- Vérification lors de la mise en place du chantier du respect de la présente Charte de Chantier à Faibles Nuisances et des prescriptions environnementales traduisant les exigences de cette Charte ;
- Fourniture au Responsable Environnement de Chantier des modèles de suivi des déchets, des consommations d'eau et d'énergie.
- Définition avec le Maître d'Ouvrage de la campagne d'information des utilisateurs et riverains et des modes de communication (affiches, bulletin, boîte de réclamation, boîte à idées, ...) ;
- Être à l'initiative des actions de communication sur la démarche environnement mise en œuvre sur le chantier et à l'extérieur du chantier ;
- Vérification de la signalétique des bennes de tri sur le chantier ;
- Examen des dysfonctionnements et élaboration de solutions d'amélioration avec le Responsable Environnement de Chantier et les Référents Environnement Entreprise ;
- Préparer et animer des réunions sur la démarche environnement mise en œuvre et des visites du chantier mensuellement et rédiger des comptes-rendus ;
- Proposer l'application de pénalités au Maître d'Ouvrage, dans le cadre prévu par le présent document, en fonction de l'inobservation des exigences de la Charte de Chantier à Faibles Nuisances par certaines entreprises.
- Contrôler à intervalles réguliers la bonne application de la charte de chantier par des divers moyens laissés à sa discrétion

5.2.2 - Rôle du responsable environnement du chantier

Etant donné l'organisation, le Responsable Environnement de Chantier sera un représentant de l'entreprise du Lot 01.

L'entreprise présentera les éléments permettant d'assurer de la compétence du Responsable Environnement de Chantier en matière de suivi environnemental de chantier (CV, formations suivies, références, etc.).

Avant le démarrage des travaux, le Responsable Environnement de Chantier devra :

- Fournir la charte de chantier vert signée par son entreprise
- Fournir le plan d'installation de chantier
- Réaliser le SOGED, en prévoyant les aires et les moyens pour le stockage des déchets.
- Rédiger une fiche détaillée sur la base vie et les moyens mis en œuvre pour réduire les consommations électriques et en eau de la base vie.
- Veiller à la prise en compte de la cohérence entre les prescriptions environnementales, les PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) des Entreprises, et le SOGED du chantier ;
- Répondre au Plan des Prescriptions Environnementales qui sera fournis par la maîtrise d'œuvre. Le PPE contiendra notamment l'organisation de la gestion des déchets (spécifiquement pour son entreprise),

la gestion des nuisances, les procédures prévues pour la formation des compagnons et le nom et coordonnées du référent environnement entreprise

Pendant le chantier, le Responsable Environnement de Chantier assure les missions suivantes :

- Relayer les consignes, informations et décisions concernant l'Environnement auprès des intervenants du chantier et particulièrement auprès des Référents Environnement Entreprise ;
- S'assurer du respect de la présente Charte de Chantier à Faibles Nuisances à tous les stades de l'avancement du chantier ;
- Vérifier le respect des consignes sur le tri des déchets, le bruit, les envols de poussière, les circulations, sur la protection de la biodiversité ...
- Se porter garant de la bonne gestion des déchets par les entreprises (fréquence, propreté, etc.)
- Faire le suivi de la gestion des déchets, ainsi que les bordereaux d'enlèvement et de valorisation des déchets dûment complétés. A ce sujet, le Responsable Environnement de Chantier devra recueillir les originaux des bordereaux de suivi des déchets et les montrer mensuellement au Maître d'œuvre d'exécution. L'objectif est de fournir 100 % des bordereaux de suivis des déchets réglementés et 100 % des autres déchets.
- Un report mensuel sera réalisé mensuellement dans le Classeur environnement.
- Recueillir l'ensemble des relevés de consommations d'eau et d'électricité (valeurs à justifier en fonction des activités et du nombre de personnels). Les résultats seront comparés aux prévisions et traitées de manière graphique afin d'être affichées sur le chantier.
- Veiller à ce que tout brûlage sur le chantier soit interdit (conformément à la réglementation).
- De même, l'abandon et les rejets de déchets dans les réseaux d'assainissement sont interdits.
- Pendant toute la durée du chantier, effectuer une visite de la totalité du chantier au moins une fois par jour.
- Constituer la mémoire vivante de l'application de la Charte de Chantier à Faibles Nuisances.
- Tenir quotidiennement un Compte-rendu de Chantier Vert contenant les éléments suivants :
 - Etat de propreté du chantier
 - Nuisances sonores
 - Nuisances visuelles
 - Emissions de poussières
 - Consommations énergétiques
 - Etat de tri dans les bennes
 - Pollutions
 - Etat de la communication à destination des entreprises
 - Tout écart à la charte de chantier sera consigné, ainsi que les actions correctives qui seront menées.
- Mettre à jour de façon hebdomadaire le Cahier de Chantier à Faibles Nuisances

Nous pointons le rôle central du Responsable Environnement de Chantier, qui est garant au quotidien de la bonne application de la Charte de Chantier à Faibles Nuisances.

5.2.3 - Rôle des référents environnement entreprise

Le Référent Environnement Entreprise est désigné par chaque entreprise parmi son effectif. Il est présent pour la durée de présence de l'entreprise sur le chantier et, en cas d'absence ou de fin de tâche, son remplacement est immédiat et l'entreprise doit s'assurer que le relais par le remplaçant s'accompagne bien de la transmission de toutes les informations et moyens nécessaires.

Le Référent Environnement Entreprise sera chargé de l'application de la Charte Chantier à Faibles Nuisances et des prescriptions environnementales par l'entreprise. Il relaie ainsi les informations du Responsable Environnement de Chantier et de la Maîtrise d'œuvre au sein de son entreprise.

Avant le démarrage des travaux, il devra s'assurer de :

- La signature de la charte de chantier vert par son entreprise
- La prise en compte de l'ensemble des points de la présente Charte de Chantier à faibles nuisances.

A chaque désignation de sous-traitant, il devra vérifier la cohérence des PPE fournis par les sous-traitants déjà désignés avec le PQE (Plan Qualité Environnement) de l'entreprise.

Pendant le chantier, il devra fournir au Responsable Environnement de Chantier :

- Les fiches des éventuels produits dangereux utilisés par l'entreprise ;
- Avant toute intervention sur le chantier, les types et les quantités de déchets produits au fur et à mesure de l'avancée du chantier suivant les catégories suivantes :
 - Les déchets dangereux (décret n°2002-540 du 18 avril 2002 et son annexe 2, parties 13,15 et 17) comprenant les « Déchets Industriels Dangereux » (DID), stockage de classe I ;
 - Les déchets assimilés à des déchets ménagers et pris en charge par les services publics, stockage
- **ISDND ;**
 - Les déchets inertes, stockage ISDI ;
 - Les « Déchets Non Dangereux » (DND) ;
- Le mode retenu pour l'élimination des déchets, en adéquation avec le site (tous ces éléments seront également renseignés dans le questionnaire environnement) ;

Les BSD (Bordereaux de Suivi des Déchets) : DID (Déchets Industriels Dangereux), DND (Déchets Non Dangereux), déchets inertes. Il est à noter que pour ce qui est de l'organisation générale des déchets (bennes centralisées), le Responsable Environnement de Chantier en aura la gestion (suivi, collecte des bordereaux...). Mais, si une entreprise suit un cheminement spécifique pour le traitement de ses déchets (filière spécifique fait au niveau de l'entreprise pour un déchet particulier, traitement des déchets dangereux...), elle doit alors remplir des Bordereaux de Suivi des Déchets pour ces déchets et les transmettre au Responsable Environnement de Chantier avec d'avoir une traçabilité de l'ensemble du projet.

Il sera présent aux réunions mensuelles concernant la qualité environnementale du chantier (si convoqué) et devra indiquer au Responsable Environnement de Chantier la présence de nouveaux intervenants sur le chantier.

5.2.4 - Actions et éléments à fournir tout au long de la démarche

Tout au long du chantier, les entreprises seront tenues de fournir certains éléments administratifs et justificatifs au responsable chantier vert. La nature de ces éléments et la répartition des tâches entre les différents corps de métier sera précisé dans les phases ultérieures, en fonction de l'organisation du chantier. Les éléments à remettre incluront par exemple :

- La signature de la charte de chantier vert (bordereau situé en dernière page de cette charte)
- Le Plan d'Installation de Chantier (PIC) à jour. Ce PIC devra être validé par la MOE, le BC et le CSPS.
- Une fiche détaillée sur la base vie, et les moyens mis en œuvre pour réduire les consommations électriques et en eau de la base vie.
- Le Cahier de Chantier à Faibles Nuisances (à préparer mais à laisser en permanence sur le chantier).
- Le tableau de suivi des consommations en eau et électricité (y intégrer le nombre d'effectif et le type de travaux effectués)
- Le tableau de suivi des déchets avec la justification des bennes refusées (lorsque cela a lieu). Les entreprises devront collecter l'ensemble des bordereaux de suivi de déchets.
- Un état des lieux des nuisances et pollutions accidentelles (lorsque cela a lieu) avec à l'appui le cahier de chantier à faibles nuisances.

6 - SIGNATURE DE LA CHARTE

6.1 - Pénalités et visas

La Maitrise d'Œuvre d'Exécution se réserve le droit de vérifier la bonne application par les entreprises des dispositions contenues dans le présent document. En cas de non-respect de ces dispositions, les pénalités seront les suivantes :

Manquement ou retard dans l'application des dispositions prévues au présent document : 1000 € HT / Jour.

Manquement ou retard dans la remise de document tel que prévu au présent document : 500 € HT / Jour passés 5 jours ouvrables.

En cas de constatation de faillite de la ou les entreprise(s) sur le respect de ces exigences environnementales, la maîtrise d'œuvre d'exécution se réserve le droit après mise en demeure adressée par RAR, de se substituer à la ou les entreprise(s) et de mandater aux frais de l'entreprise défaillante, un intervenant extérieur. Cette mention concerne tout particulièrement le tri, la collecte des déchets et l'archivage des Bordereaux de Suivi des Déchets.

6.2 - Signature

Le coordonnateur chantier « vert » s'engage à mettre en œuvre les objectifs de la charte dans un esprit de transparence, de confiance et de respect de l'ensemble des intervenants du chantier du projet.

La présente charte marque la volonté et l'engagement de tous les acteurs du chantier du projet de s'engager en faveur de l'environnement et du développement durable.

Chacun atteste, par sa signature, qu'il a pris connaissance de la charte chantier vert et prend l'engagement de la respecter.

SIGNATURE DU MAITRE D'OUVRAGE
SIGNATURE DU MAITRE D'ŒUVRE
SIGNATURE DES ENTREPRISES

7 - GLOSSAIRE

SDD : Bordereau de suivi des déchets dangereux

BSD : Bordereau de suivi des déchets (autres que dangereux)

CES : Corps d'Etat secondaires

MO : Maîtrise d'Ouvrage

MOE : Maîtrise d'Œuvre

QE : Qualité Environnementale

PIC : Plan d'Installation de Chantier

REC : Responsable Environnement Chantier

REE : Responsable Environnement Entreprise

SOGED : Schéma d'organisation et de gestion des Déchets